ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

... Et les faiseurs de guerre pompèrent, pompèrent ...

Edito
- Réarmons !
Monde du travail
- Semaine internationale de lutte contre les impayés.
- Sécurité des J.O.
- A propos du syndicalisme paysan.
- L'internationalisme en pratique.
Théorie
- A la CNT, pour l'anarchosyndicalisme.
Courrier des lecteurs
- Faire avec l'école pour notre projet anarchiste.
Brèves
- Divers textes
Nécrologie
- A la mémoire de Rédouane
Solidarité
- Scandale à Montauban
International
- L'heure la plus sombre avant l'aube ?
- Soudan: les combats atteignent Wad Madani.
- Israël: 2eme peine de prison pour un objecteur

2 EUROS /// N°185
JAN - FEV 2024

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

« Réarmons ! »

Cette injonction est à la mode ; nos gouvernants l'emploient à tout propos. Réarmement militaire, réarmement de l'éducation, réarmement industriel, réarmement démographique, moral etc,

Il faut dire que les temps sont guerriers, et lorsque le moment sera venu, pas un bouton de guêtre ne doit manquer, et les esprits doivent être préparés. Reconnaissons que nous vivons un moment particulier : jamais nos sociétés n'ont été menacées par autant de périls qui sont autant de dangers mortels : réchauffement climatique, effondrement de la bio diversité, épuisement des ressources, empoisonnement des milieux dûs à des pollutions diverses et risques très sérieux de conflit majeur. L'avenir est à tout le moins incertain. Bien entendu les gouvernements pour sortir de cette spirale infernale mettent en place depuis plusieurs années des programmes dont l'efficacité est, c'est le moins qu'on puisse dire, douteuse. Le réchauffement climatique s'accélère, la bio diversité continue à s'effondrer, l'empoisonnement des eaux, des terres et de l'air continue et ce ne sont pas les dernières mesures du gouvernement français qui vont inverser cette tendance. Enfin pour faire face au risque de guerre, tous les états ont lancé des programmes de réarmement massifs. Seuls les industriels du secteur de l'armement sont à la fête ! Il n'y a aucune raison de s'inquiéter si l'on en croit nos dirigeants. C'est un réflexe bien connu que l'approche de la faillite incite les dirigeants d'une entreprise ou d'un état dans cette situation à se lancer dans des projets de plus en plus hasardeux, de plus en plus scabreux. Ils espèrent le miracle, tentent le tout pour le tout et généralement ne font ainsi qu'aggraver les choses et précipiter la catastrophe annoncée. Le jeu auquel jouent les dirigeants des grandes puissances, ressemble de plus en plus à ce scénario ; les maîtres du monde sont prêts à tout pour conserver leurs prérogatives et les signes ostensibles de leur puissance ; peu leur importe le sort des populations pourvu que leur statut de dominant ne soit pas ébranlé.

Si l'économie capitaliste continue à fonctionner, si les profits des multinationales n'ont jamais été aussi élevés, si la bourse n'a jamais été aussi haute, ce n'est au final qu'apparence .

Car ce système exaltant et sans limite, cette course à la puissance et à la richesse, qui fait du bonheur et de la liberté de simples conséquences de la richesse (Particuliers ou états, plus nous accumulons de richesses , plus prétent-il , que cette accumulation nous rendre libres et heureux) .

Mais ce système est miné par ses contradictions : une croissance éternelle dans un monde fini est une impossibilité rationnelle.

Les règles du capitalisme font de chaque individu le concurrent de tous les autres, elles nient les valeurs de solidarité et d'entraide, divisent la société en classes antagonistes (classe des exploités contre classe des exploiteurs), et entretiennent entre les états nations une guerre économique et/ou militaire permanente. Enfin , et ce n'est pas le moins terrible, les sociétés humaines sous l'emprise de l'idéologie marchande mènent depuis plusieurs siècles une guerre sans merci à la nature .

Depuis plusieurs siècles, de nombreux penseurs ont dénoncé les méfaits de ce système en montrant son caractère fondamentalement injuste, inégalitaire et mortifère. L'effondrement des grands écosystèmes naturels qui sont à la base de la vie sur terre, prouvent suffisamment aujourd'hui, que ces choix nous conduisent inéluctablement dans une impasse, bref, qu'il est absolument suicidaire.

La nécessité d'abolir ce système et ses règles, solution préconisée par tous les penseurs révolutionnaires du XIXème siècle, est devenue aujourd'hui un impératif absolu.

Si ce constat peut être aujourd'hui largement partagé par toute personne sincère et consciente, la question de savoir comment organiser la société à venir, définir ces fondements pout la construire, paraît beaucoup plus difficile ?

En réalité, cette problématique est celle qui se pose à l'humanité depuis les débuts du néolithique, depuis l'apparition des premiers états. A partir du moment où les collectivités humaines ont, choisi d'abandonner à certaines catégories de personnes, prêtres, rois, dictateurs, aristocrates ou simples représentants, le pouvoir de décider de ce qui est bon pour la collectivité,

ANARCHOSYNDICALISME !
CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€
Abonnement de soutien : 20€
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse
Pour tout problème d'abonnement :
contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES
LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :
"Anarchosyndicalisme ! 185 / JAN - FEV 2024 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 15 Février 2024 sur les presses d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

d'imposer leurs lois, ces collectivités humaines ont perdu la maîtrise de leur destin. La classe des nouveaux maîtres a confisqué le pouvoir à son profit privilégiant systématiquement ses intérêts immédiats , par l'accumulation de richesses, assouvissant le désir de conquêtes et de domination -volonté de puissance et jouissance des egos – sacrifiant ainsi les intérets de la collectivité. Les catastrophes qui s'annoncent ne sont que la conséquence de ces abandons.

Aujourd'hui l'humanité toute entière est obligée de choisir :

* soit continuer sur la même voie, faire confiance encore et toujours à des beaux parleurs qui dès lors, prenant prétexte des nécessités tant guerrières qu'écologiques, imposeront par la force ou la terreur les mesures de contrôle social, de restriction des libertés et de réduction du niveau de vie au moins pour les classes laborieuses. C'est sur cette voie que d'ores et déjà le gouvernement français actuel s'est engagé.

* soit instaurer une coupure radicale avec la réalité présente, et se lancer dans la construction d'un monde absolument nouveau, qui, abandonnant le culte de la marchandise, du pouvoir et de la puissance, se donnera pour mission essentielle d'assurer à chaque individu les moyens de son épanouissement.

Dans cette société, la qualité d'une vie ne se mesurera plus à la quantité des biens accumulés mais à la qualités des liens sociaux développés.

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT VIgnoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

– une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

– et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

– Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

– En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.
Pour tout probléme d'abonnement:
contactez nous directement par mail:
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page,
assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, aprés leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les samedi de 17 H à 19 H

facebook:
@cnt.ait.toulouse
@chats.noirs.turbulents (Paris)
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
https://cntait03.wordpress.com
Facebook : @juan.arkista.1
twitter:
@cntaittoulouse
@CNTAIT (Paris)
initiative CNT-AIT Rodez
écrire au journal

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste Toulouse

Semaine internationale de lutte contre les salaires impayés : un exemple d'action directe au quotidien.

Chaque année, les sections de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) organisent en octobre une semaine de lutte contre les salaires impayés. En fait, le problème des salaires impayés c'est toute l'année, et c'est bien toute l'année que nous luttons aux côté des travailleurs et des travailleurs pour leur droit le plus basique : que le patron leur donne simplement ce qu'il leur doit.

Mais cette semaine permet de mettre en lumière notre action militante au quotidien, que nous menons habituellement sans lui donner de publicité.
Si exiger d'être payé pour son travail n'a rien de révolutionnaire en soi, nous essayons d'utiliser une méthode en cohérence avec nos conceptions révolutionnaires, la méthode de l'action directe. Contrairement à ce que veut nous faire croire le Pouvoir et les médias, l'action directe cela ne veut
pas dire l'action violente. Ce n'est pas non plus l'action spectaculaire pour faire parler de nous dans les journaux ou sur les réseaux sociaux. Comme son nom l'indique, l'action directe cela veut dire l'action menée directement par les concernés – ici dans ce cas les travailleurs – sans aucun intermédiaire, sans aucun représentant ni porte-parole, qu'il soit politicien (maire, député, membre d'un parti politique), ni avocat qui décide à la place du plaignant de la stratégie de défense, ni même représentant syndical qui parle au nom des travailleurs sans leur avoir demandé leur avis au préalable. Cette action directe peut passer par des actes spectaculaires voire violents, mais ce qui caractérise l'action directe c'est qu'elle est décidée par l'assemblée générale des concernés et pas seulement par un petit groupe de personne qui prend les décisions pour les autres, lesquels ne sont alors réduits qu'au rôle de simples exécutants. Si on réfléchit bien, beaucoup de ce qu'on nous présente comme de l'action directe (que ce soit les blacks blocs ou les manifestations anti bassines) ce n'est pas de l'action directe, mais de l'action spectaculaire …

L'action directe bien souvent n'a rien de spectaculaire. Elle commence déjà par le fait de dire « non », à titre individuel, de tenir tête à son chef d'équipe, à son chef de service, à son chef de bureau. A refuser de faire des heures sup'. A exiger d'être payé en temps et en heure. Rien de spectaculaire, rien qui ne fera le buzz sur les réseaux sociaux. Ce sont des petits gestes du quotidien, des petites victoires qui s'arrachent par petits bouts, et qui permettent de faire monter progressivement la confiance en soi et dans le collectif. Ce n'est pas le réformisme (qui vise à changer la Loi), car l'action directe n'attend rien de la Loi, laquelle n'est qu'une médiation entre les parties concernées (les patrons vs les travailleurs) arbitrée par l'Etat.
A titre d'exemple de cette méthode de l'action directe que nous essayons de pratiquer, nous avons été contactés la semaine passée par une groupe de travailleuses saisonnières étrangères, qui se posaient des questions sur la légalité de leurs conditions de travail (logement et conditions de vie, non payement des primes), et se demandaient si elles avaient le droit d'exiger quelque chose. Dès réception de leur demande, nous leur avons proposé de les rencontrer pour discuter de ce qu'il était possible de faire collectivement. Nous avons procédé à une analyse juridique de leurs demandes, en nous appuyant sur le réseau de compagnons qui ont une expérience solide de ces questions, soit parce qu'ils sont militants, soit de par leur activité professionnelle (inspection du travail). Il est apparu qu'en fait, la plupart des points soulevés par les saisonnières n'étaient pas «illégaux ». Le patron les exploitait mais le plus légalement du monde ! C'était moralement inique mais complètement conforme au sacro-saint Code du Travail. Après avoir expliqué cela aux travailleuses, nous leur avons aussi dit que rien n'interdisait non plus de demander plus que ce qui est prévu par le Code du Travail. Et que pour se donner le maximum de chance de gagner, il était préférable d'agir collectivement, de manière groupée et sans désigner au patron un interlocuteur en particulier, pour éviter de lui désigner une cible sur qui faire peser la répression.

Les saisonnières ont déjà mis en application cette méthode de l'action directe, et déjà cela leur a permis d'obtenir la mise à disposition d'une machine à laver pour leur linge. C'est une façon de récupérer du salaire, car il n'y a plus besoin de payer à la laverie pour laver son linge. Cela peut paraître dérisoire, mais pourvoir mettre des vêtements propres quand vous travaillez dans les champs, c'est une question de dignité. Or les révolutions se font souvent – si ce n'est toujours – pour des raisons de dignité, bien plus que pour toute autre raison strictement matérielle.
En concluant voici le mot que nous a envoyé la compagne qui nous avait contacté au nom du groupe :
« Je voudrai vous transmettre mes remerciements car vous m'avez rappelé que c'est justice le fait que je demande certaines choses aux Patrons en échange de ma force du travail, même si la loi ne l'impose pas. J'ai toujours des problèmes avec les patrons, et parfois aussi avec mes collègues qui me disent que je suis « trop exigeante » (alors qu'on a des conditions super super précaires à mon avis) et ça me fait, parfois, baisser mon niveau d'exigence. Si je reviens travailler dans la région, bien sûr que je vous contacterai pour vous rejoindre et coopérer avec vous. »

La lutte continue …

Des militantes et militants de la CNT-AIT

SECURITE DES JO :
PRECAIRES, ENGAGEZ VOUS, RENGAGEZ VOUS !

Engagez-vous, rengagez-vous ! La campagne d'enrôlement de Pôle Emploi / France Travail bat son plein pour obliger les précaires à faire des formations d'agents sécurité - préalable obligatoire réglementairement pour travailler dans la sécurité privé -. C'est que les JO ont besoin d'une véritable armée de vigiles. Mais pour un succès mitigé : il manque encore plus de 10 000 apprentis flics privés ! Il faut dire que personne ne se bouscule pour un salaire de base, d'environ 1.350 euros net avec des horaires à rallonge, et pour se retrouver en première ligne et risquer sa santé face à des risques multiples ...

Alors Pôle Emploi / FranceTravail se montre de plus en plus menaçant face aux récalcitrants. Comme en témoigne un précaire : « Le mardi 21 novembre 2023, à 9h, je dois assister à la réunion collective intitulée Présentation du suivi intensif, réunion animée par deux conseillères Pôle emploi. Dès l'entrée de l'agence le ton est donné : on dispatche les demandeurs d'emploi, en vociférant Vous à gauche, vous à droite ! Mon groupe rentre dans une salle trop petite pour le nombre de personnes présentes. Conséquence : des gens restent debout pendant environ 2h. D'emblée l'une des deux conseillères prend la parole, elle la gardera pendant tout la session, c'est à peine si nous entendrons la seconde conseillère. La conseillère en chef prend alors un ton autoritaire et vexatoire, voici un florilège de ses propos :

Si vous êtes dans cette salle, c'est que vous êtes à Pôle Emploi depuis trop longtemps et qu'on veut plus vous voir. Y'a du boulot, si vous ne trouvez pas c'est de votre faute. La restauration, le bâtiment, la sécurité pour les JO recrutent, on va vous faire travailler pour les JO. Si vous avez des problèmes de santé, ce n'est pas notre problème, mettez-vous en arrêt maladie. Personne ne sortira de cette salle sans avoir une prestation. Si vous sortez de la salle, je vous déclare absent. Tant que vous n'avez pas d'emploi, Pôle emploi est votre employeur et vous devez obéir. Vous avez 12 mois pour trouver un emploi, sinon c'est dehors. Ceux qui ne savent pas parler français on va leur apprendre.

Un chômeur a réagi, en demandant à la conseillère de ne pas humilier l'assemblée. Elle a répondu qu'elle faisait son boulot, point barre. La conseillère a refusé aux gens de s'entraider pour remplir le questionnaire en fin de réunion. Certaines personnes avaient des difficultés à écrire. Elle a estimé que ces personnes doivent apprendre à devenir autonome. »
Mais tous les précaires n'acceptent pas de se transformer en auxiliaire de police. C'est une question de dignité !

Les Jeux Olymfrics ne nous concernent pas ! Pôle emploi veut nos forcer à accepter d'être agents de sécurité pour les Jeux Olympiques en nous obligeant à suivre les formations d'agents de sécurité.
Nous refusons d'être utilisés comme des barrières humaines et mettre notre intégrité en danger pour protéger de riches oisifs.
Nous ne voulons pas participer à cette fête du nationalisme qui nous met en danger en attisant les haines et les conflits.

Pôle-Emploi doit reconnaitre le droit à l'objection de conscience ! Pas de radiation pour refus de servir de chair à canon des JO !

Nous avons le droit de refuser des formations ou des propositions qui ne correspondent pas à notre « Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi ». Si vous souhaitez refuser la formation d'agent de sécurité sans risquer d'être radié, vous devez écrire à votre conseiller pour en justifier les raisons. Nous pouvons vous aider à rédiger ces courriers. L'aide nous permet d'être plus forts ensemble. N'hésitez pas à nous contacter
(contact@cnt-ait.info) ou à passer à notre permanence syndicale, le Samedi entre 17h et 19h au
7 rue Saint Rémésy, 31000 TOULOUSE

A propos du syndicalisme paysan et des prochaines élections aux Chambres d'agricultrure de janvier 2025

Actuellement il y a en France 3 principaux syndicats d'agriculteurs :
la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) et sa branche jeune « les Jeunes Agriculteurs »), et qui a cogéré avec les gouvernements successifs l'agriculture dont elle était le syndicat unique jusque dans les années 90 ;
la Confédération Paysanne (CP), issue du mouvement « travailleurs paysans » des années 1970, plutôt classée à gauche et écolo1
et la Coordination Rurale (CR), apparue dans le Sud Ouest dans les années 1990, et dont la direction est plutôt à droite extrême (même si en Haute Garonne CR et CP avaient présentés une liste commune aux élections de chambre d'agriculture de 2019…).
Subsiste aussi marginalement le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitations Familiales) qui est le syndicat communiste.

Pour mémoire, les dernières élections aux chambres d'agriculture ont eu lieu en 2019 avec les résultats suivants : tout d'abord une abstention globale de …. 71 % !!! (dont 53,5% d'abstention chez les exploitants agricoles et 90% d'abstention des ouvriers agricoles), ce qui n'empêche pas les syndicats d'être considérés comme « représentatifs » … Du côté des exploitants agricole, le duo syndical FNSEA-Jeunes agriculteurs atteint 55% des voix exprimées (soit 25% des inscrits), la Coordination rurale 21% (à peine 10% des inscrits) et la Confédération Paysanne 20,04% (9,3% des inscrits). Le Modef, quant à lui, obtient 1,89 %.
Les prochaines élections auront lieu en Janvier 2025, et ceci permet d'expliquer en partie ce qui s'est passé lors du mouvement des agriculteurs de janvier 2024. Si le mouvement est partie de façon spontanée d'une base excédée de petits éleveurs de Haute Garonne, le mouvement est vite devenu le champ clos de l'affrontement entre les deux principaux syndicats, chacun cherchant à utiliser le mouvement pour se positionner.

Beaucoup de gens, dans le milieu militant, mythifient la Confédération paysanne ... la Confédération Paysanne regroupe des gens de profils très variés, et notamment pas mal de gens qui y étaient surtout parce qu'ils étaient contre la FNSEA, mais sans autre motivation idéologique. Avec le mouvement actuel, on observe que certains quittent la confédération paysanne pour rejoindre la Coordination Rurale, estimant qu'au moins eux ils se bougent et passent à l'action ! (ce qui explique qu'après une période de tétanie face à un mouvement qui n'est pas parti sur leurs bases politique, la Confédération Paysanne s'est sentie obligée, elle aussi, de rejoindre le mouvement et qu'actuellement elle dise maintenir les actions localement pour essayer de faire contrepoids vis à vis de la Coordination Rurale et ne pas voir fuir ses adhérents). La Confédération Paysanne souffre comme la FNSEA d'être une organisation vieillissante, où les postes sont occupés toujours par les mêmes, et qui ne répond pas forcément aux aspiration de la jeune génération d'agriculteurs, les plus remontés contre le système qui les écrase ... (sans parler de la jeune génération d'éleveurs qui a du mal à encaisser que la Confédération Paysanne s'affiche avec des végans et des anti élevages ...)

Ce qui se joue entre les syndicats agricoles c'est en effet les élections des chambres d'agriculture de janvier 2025 (et les subventions et avantages aux syndicats qui vont avec ...)

Ce qui se joue entre les syndicats agricoles c'est en effet les élections des chambres d'agriculture de janvier 2025 (et les subventions et avantages aux syndicats qui vont avec ...) :

- La FNSEA est très décriée par la base pour ses accointances avec le pouvoir (notamment du côté des éleveurs qui n'encaissent pas que la FNSEA et sa branche européenne la COPA COGECA par la voix de Christine Lanmbert ex numéro 1 de la FNSEA, aient appuyé l'inclusion de l'élevage bovin dans les structures soumises à quota d"émission au titre des installations industrielles, directive IED. Personne n'est dupe non plus du "deal" signé en 2023 entre la FNSEA et Lemaire et Macron sur la fin de la non taxation du Gazole agricole, qui visait surtout à pousser les agri à lui substituer des Biocarburants, dont la coopérative Avril (le président n'est autre que ... Aurélien Rousseau) est un des principaux producteurs ...),

- la Coordination Rurale (extrême droite) essaie de se placer pour lui tailler des croupières, portée par la vague idéologique de l'extrême droite qui favorise le repli sur soi à tous les niveaux (corporatisme au niveau professionnel, anti-Europe et protectionnisme au niveau géopolitique, xénophobie au niveau social)

- la Confédération paysanne est distancée et déphasée; elle est vieillissante, comme la FNSEA ... Son discours plutôt pro-européen est mal perçu, et elle n'a pas le monopole de l'anti-libéralisme commercial (tous les syndicats, y compris FNSEA comme CR sont contre l'accord du Mercosur). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le démontage du Mac Do de Millau par Bové (préparé avec l'accord dela gendarmerie ... cf http://sipncntait.free.fr/article_1259.html) c'était pour protester contre les taxes mises par les américains sur les importations de Roquefort, donc c'était d'une certaine façon pour demander une plus grande libéralisation des échanges internationaux ...

En ce moment, on assiste plus à des postures en prévision de ces élections. La FNSEA la joue constructive avec le gouvernement,

espérant qu'elle obtiendra quelques résultats qui lui permettront de se présenter aux élections de janvier en jouant la carte de la responsabilité, la Coordination Rurale au contraire veut jouer la carte revendicative de l'agitation, quant à la Confédération paysanne elle est entre les deux, essayant de jouer sur les deux tableaux et surtout de façon moins médiatique que la CR mais plus "proximité" ...

Comme on le voit, c'est le jeu syndical habituel, rien de bien nouveau ni de bien subversif dans tout cela. Après ce qui est nouveau c'est que les gens qui ont initié le mouvement dans la Haute Garonne ne sont pas syndiqués et qu'un certain nombre de ceux qui ont rejoint les blocages - notamment les plus jeunes - non plus. Mais maintenant ça grenouille sec au niveau des syndicats établis pour aller à la pêche ...

1- Sur l'histoire de la Confédération payssanne cf. l'article « Les deux mamelles de la Confédération Paysanne : néo-gauchisme et réformisme » http://cnt-ait.info/2024/02/02/confederation-paysanne/

La Roche/yon : l'internationalisme en pratique. Solidarité contre les harcèlement à FOLDECO Espagne

Dans un numéro précédent d'Anarchosyndicalisme, nous avions évoqué la situation d'un compagnon de la CNT-AIT en Espagne, confronté au harcèlement de son patron. Andrès, c'est le nom du compagnon, travaille pour FOLDECO, entreprise de la région de Madrid, sous-traitante du secteur de l'ameublement. Et qui fabrique notamment des tiroirs.

FOLDECO applique les méthodes patronales de tous les sous-traitants du monde entier : cadences intenables, journées de travail de 12 heures et heures sup non payées, non enregistrements des heures de travail pour ne pas faire apparaitre les heures sup, non-respect des droits de repos et de vacances des salariés, non respects des règles de sécurité (notamment sur l'utilisation des produits chimiques dangereux), ... Il en résulte une situation de stress et de harcèlement des travailleurs. Mais la plupart se taisent et baissent la tête, par peur de perdre leur emploi. D'autant plus que le patron de cette entreprise est connu pour ne rien respecter, ni les salariés ni leurs droits : il a été condamné pour fraude à la sécurité sociale et interdit de gestion d'entreprise. Il continue pourtant de gérer de fait l'entreprise, même si aujourd'hui c'est un autre membre de sa famille qui fait office d'homme de paille, montrant ainsi son mépris de la justice la plus élémentaire.

Mais Andrès a décidé de ne plus se laisser faire et de dire Basta ! Il a osé dénoncer tout haut la situation et demander que le minimum basique des droits des travailleurs soit respecté par l'employeur. Alors le patron a décidé de le casser psychologiquement pour le pousser à la démission ou à la faute. Andrès s'est alors tourné vers la CNT-AIT espagnole pour ne pas rester seul et avoir un soutien face à la pression du patron.

Les compagnons de la CNT-AIT espagnole ont alors fait appels au réseau international de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), demandant d'organiser des actions d'information auprès des salariés des boîtes donneuses d'ordre à Foldeco, pour appeler à leur solidarité. Ainsi par exemple, des piquets d'information ont été réalisés devant des magasins IKEA, un des gros client de FOLDECO, par les compagnons de la section anglaise de l'AIT. Les compagnons espagnols ayant appris, notamment par une information publiée sur le site internet public de FOLDECO, que cette dernière avait un client en France, l'entreprise GAUTIER à Chantonnay, ils ont demandé à la CNT-AIT française si nous pouvions y organiser un point d'information. Nous nous sommes alors adressés aux compagnes et compagnons du Groupe Henri Laborit de la Fédération Anarchiste de la Roche sur Yon, qui nous ont accueilli notre demande de solidarité avec sympathie.

Le 9 février dernier, une joyeuse compagnie de militants de la CNT-AIT et du groupe Henri Laborit ont donc distribué des tracts d'information au salariés et ouvriers de l'usine Gautier pour les informer et appeler à leur solidarité. Nos tracts ont été accueillis plus avec curiosité et sympathie, en tout cas sans rejet, si ce n'est un excité (un cadre vu la taille de sa grosse bagnole type SUV ?) qui a fait crissé ses pneus en passant à notre hauteur. La direction non plus n'a pas semblé apprécier ce qui n'était pourtant qu'un simple point d'information. Le Directeur du site s'est déplacé en personne pour venir nous dire que Gautier ne travaillait absolument par avec FOLDECO. Il nous a promis de nous envoyer une confirmation par écrit. Pour le moment nous n'avons rien reçu, mais le cas échéant nous ne manquerions pas de publier son courrier... Par contre ce qu'il nous a envoyé sans tarder, ce fut la gendarmerie ... Dans un abus d'autorité manifeste, les gendarmes ont contrôlé l'identité des compagnes et compagnons présents, comme si nous étions des malfaiteurs ou des terroristes, alors que nous ne faisions qu'exprimer notre droit le plus élémentaires d'expression ...

Le soir, les compagnes et compagnons du Groupe Henri Laborit avaient organisé un débat public à la Bourse du Travail de la Roche sur Yon. Après la projection d'un film sur Pelloutier et l'Histoire des bourses du travail, nous avons pu échanger avec une trentaine de participantes et participants. Le débat, contradictoire et parfois animé, a permis de confronter plusieurs visions du syndicalisme, institutionnel et intégré ou au contraire autonome et anarchosyndicaliste.

Un grand merci aux compagnons du groupe Henri Laborit de la FA pour leur solidarité et la chaleur de leur accueil. La lutte continue ...

A la CNT, pour l 'Anarchosyndicalisme

En feuilletant les archives, nous avons retrouvé ce texte paru dans le journal de la CNT-AIT, Le Combat syndicaliste, n°134 de Juillet 1955, mais qui nous semble encore tout à fait d'actualité !

La division née de deux tendances qui s'affrontent dans les congrès et assemblées de la CNT provient de ce que, pour les uns, le syndicalisme dit révolutionnaire doit être et rester neutre de toute philosophie ou système économique : il se suffit à lui-même, disent-ils; pour les autres, le syndicalisme classique ayant pour emblème la charte d'Amiens ne peut conduire à la transformation sociale sans privilèges, il est nécessaire de donner aux hommes les principes économiques philosophiques et sociaux de l'anarchisme, sans lesquels la société retomberait fatalement sous l'autorité d'un parti.

Je suis de ceux qui épousent cette dernière façon de voir, repoussent la Charte de Paris (sorte de Charte d' Amiens améliorée adoptée au Congrés de création de la CNT en 1946), ainsi que la structure actuelle de la CNT, se révélant la fidèle continuatrice de l'ancienne CGT [des années 1900]. La première façon de voir aura-t-elle le même sort que la seconde ? Ou les anarcho-syndicalistes réagiront ils contre cette neutralité syndicale afin de redonner à la CNT un caractère émancipateur ?

L'idéal anarchiste ·doit être le nerf moteur de la CNT, sans lequel celle-ci n'aurait aucun sens et ne vaudrait guère mieux que les autres centrales ; le neutralisme ne suffit pas, il s'agit de savoir ce que l'on veut et si l'on se dirige ou non vers ce que l'on veut.

Œuvrerons-nous aux côtés de militants n'ayant pour tout motif d'action que le porte-monnaie, prêts à des concessions pour des unités reléguant nos principes qui font de nous autre chose que des révolutionnaires bâtards sans convictions ?

Accepterons-nous que la structure de la CNT en soit encore au corporatisme de fédération, alors que nous prônons l'égalité économique et qu'ainsi divisés dans l'action, nous allions à l'encontre de ce que nous clamons dans nos déclarations? Garderons-nous encore longtemps cette structure qui laisse chaque fédération titrer ses propres revendications, tirer ses propres tracts, organiser en un mot son travail syndical fédératif, cloisonné, pompant un bon nombre de militants pour le bureau, etc. Que de temps, d'argent et de dépenses physiques absorbés par ce système décevant. Il nous faut sans tarder bousculer cette routine et venir strictement aux unions locales, départementales, en laissant dans l'ombre les fédérations d'industrie pour après la révolution sociale.

Nos revendications présentes sont-elles à la hauteur de ce que nous prétendons être ? Correspondent-elles à la réalité ? Non. Nous fixons un minimum vital de 35.000 francs et ne faisons que devancer les autres centrales sur ce point ; peut-on sincèrement croire qu'une famille moyenne de trois personnes puisse vivre avec cette somme ? Considérant que vivre dans ce siècle signifie pouvoir accéder aux bienfaits du modernisme dans les foyers, ou alors nos luttes ne se borneraient-elles qu'à la subsistance ?

Peut-on suivre les militants conseillant notre participation aux organismes tels que les comités d'entreprise, pour des raisons même tactiques, puisque nous savons que fatalement ce serait collaborer directement avec nos ennemis, qu'ils soient patrons ou ouvriers, et travailler ensemble à consolider l'exploitation ?

La possibilité de devenir délégué du personnel dans une entreprise, doit-elle nous inciter à nous faire élire par seules raisons d'impunité et de confort dans l'action ; car, en fait, quel est notre pouvoir une fois élu : défendre la légalité des conventions collectives, réclamer pour ceux qui font des heures supplémentaires à outrance, que ces heures leurs soient bien payées; s'intéresser aux collaborateurs fidèles du patron qui sont exploités comme pas un, mais qui ne font jamais grève et viennent travailler pendant ; veiller à un tas de petites bricoles, douches, w.-c., lavabos, ·etc., en définitive beaucoup de vent pour pas grand-chose ; notre position devant être claire à ce sujet (non participation), délégués sur le tas [pendant une grève et désignée par l'assemblée des grévistes], oui, et pour·la durée de la lutte engagée seulement.

Il est temps de devenir sérieux quant à notre orientation, notre structure, notre Charte, nous avons à préciser ce que nous devons être réellement (des anarchosyndicalistes) avec tout ce que cela comporte, et non des syndicalistes révoiutionnaires sans bagages, sans définition, nous éviterons aussi la confusion regrettable qui permet à bon nombre de marxistes et néo-marxistes (révolutionnaires eux aussi) de venir jeter le trouble dans notre organisation ; nous éviterons également aux syndicalistes purs de perdre leur temps parmi nous, qui avons choisi l'anarchisme comme système d'existence.

Que les militants de la CNT comprennent tout ceci et œuvrent en conséquence, les engueulades et les pugilats n'améliorent pas une situation inévitable permise par une Charte qui n'a rien de clair. Il serait bon de prendre exemple sur l'organisation de la FORA, qui me paraît de valeur certaine quant à sa fermeté.

R. THIEBLEMONT.

Post Scriptum : 50 ans après, les militants de la CNT-AIT sont arrivés au mêmes conclusions et en ont tiré la conséquence, en affirmant que oui, la CNT-AIT est clairement anarchosydicaliste – et donc anarchiste – et pas vaguement « syndicaliste révolutionnaire ». Pour en savoir plus sur l'expérience de la FORA, on pourra lire les brochures : LA FORA : ORGANISATION OUVRIERE ANARCHISTE et ANARCHISME GLOBALISTE CONTRE « SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE » Envoi des versions électroniques par demande à contact@cnt-ait.info, pour recevoir la version imprimée écrire au journal.

Le débat, et surtout le débat contradictoire nous semble essentiel pour qui a l'ambition de développer une pensée et une pratique critique et même révolutionnaire. Les pages du journal sont ouvertes à des réflexions qui sans forcément être celle de l'ensemble des militants de la CNT-AIT sont une invitation à ce débat. Nous vous proposons ci-après une contribution d'un compagnon de Lille, sur le thème de l'éducation qui nous semble particulièrement important de débattre. N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires ou propositions pour contribuer en écrivant au journal.

FAIRE AVEC L'ECOLE POUR NOTRE PROJET ANARCHISTE (Partie 1 : l'Ecole d'aujourd'hui)

Lors de la dernière rentrée scolaire, sur le site internet de la CNT-AIT et dans le numéro 183 d'Anarchosyndicalisme !, des camarades ont condamné sévèrement l'Ecole (Entendue comme l'institution étatique prétendant instruire les jeunes de la maternelle au lycée) considérant celle-ci uniquement comme un lieu de formatage, d'endoctrinement et de reproduction sociale1. Même si je partage l'idéal d'une instruction libertaire dans une société sans école telle que formulée notamment par Ivan Illich2, je pense que l'Ecole d'aujourd'hui (et notamment les travailleurs qui agissent en son sein) ne mérite pas une charge si véhémente…

1) Tout d'abord, par soucis de vérité et sans pour autant excuser et ignorer ses autres travers 3, nous devons reconnaître que l'Ecole s'est « démocratisée » puisqu'elle propose4 désormais de l'instruction pour tous les jeunes de chaque classe d'âge, de toutes origines (dont les mineurs sans titre de séjour), de toutes catégories sociales et de toutes potentialités scolaires, non plus jusqu'à 13 ans (loi du 18/3/1882 dite loi Jules Ferry), 14 ans (loi du 9/8/1936) ou 16 ans (l'âge légal de l'instruction obligatoire aujourd'hui depuis une ordonnance du 6/1/1959) mais de fait jusqu'à 18 ans voire plus puisqu'elle se donne d'une part pour obligation de former chaque jeune jusqu'à sa majorité5 et que, d'autre part, les études supérieures sont ouvertes à tous bacheliers6. En conséquence de quoi, on note notamment que, désormais, près de 80 % des membres d'une classe d'âge obtiennent le Bac7 et qu'aujourd'hui la moitié des 25-34 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur8, toutes choses qui, d'une part, nous situent dorénavant très loin de l'Ecole élitiste du 19ème siècle et d'une grande partie du 20ème siècle, qui réservait la poursuite d'études au-delà de l'instruction obligatoire, sauf exception, aux jeunes des familles les plus aisées, et, d'autre part, doivent nous faire admettre que la reproduction sociale ne se joue plus au sein de l'Ecole mais essentiellement en dehors de celle-ci : choix des familles aisées de scolariser leurs enfants dans des collèges et lycées privés élitistes favorisant l'entre-soi social et inculquant la volonté de parvenir et de « réussir » dans la société capitaliste et de consommation (par la quête avide des premières places, des diplômes, du pouvoir, de l'avoir et du paraître par l'accès à des métiers dits prestigieux) ; inscription majoritaire des jeunes les plus fortunés dans les classes préparatoires, écoles de commerce, écoles d'ingénieurs et grandes écoles privées postbac aux frais de scolarité onéreux et discriminants ; réseau d'entraide et de cooptation au sein de l'oligarchie pour « placer » professionnellement en son sein ses enfants, à la fin de leurs études supérieures.

2) Nous devrions reconnaître aussi que la grande majorité9 des membres des équipes éducatives des établissements scolaires publics (personnels techniques et administratifs, enseignants, personnels de santé et de surveillance, etc.) n'ont d'autres buts que d'aider à l'instruction (transmission de connaissances, de savoir-faire - dont le goût d'apprendre et de découvrir, l'esprit critique et la liberté de pensée - et de valeurs humanistes), l'épanouissement, l'émancipation10 et la réussite humaine des jeunes scolarisés, agissant en ce sens avec bienveillance, empathie et dévouement en faveur de leurs élèves, en dehors de tout élitisme, de toute discrimination et de toute volonté d'endoctrinement à une cause ou une autre. Nous devons penser surtout, en tant qu'anarchosyndicalistes, que tous ces personnels ne sont pas nos ennemis de classe mais nos égaux, des travailleurs comme les autres, dont beaucoup partagent la plupart de nos idéaux (et pas seulement en matière de pédagogie humaniste voire libertaire mais aussi dans leur aspiration en une société égalitaire, d'entraide, pacifiée, antiautoritaire, etc.), donc des camarades potentiels de lutte, que nous ne rallierons jamais à notre projet anarchiste en les insultant à coups d'arguments injustes, infondés ou anachroniques.

3) Quant au rôle d'endoctrinement et de formatage imputé à l'Ecole (Pour faire des jeunes scolarisés les futurs citoyens dociles de la nation française et de notre fallacieuse démocratie car indirecte, parlementaire et étatiste, tout comme les esclaves consentants de l'oligarchie capitaliste et de la société de consommation), je crois là aussi que notre propos anarchiste traditionnel se doit d'être nuancé et réactualisé. D'une part, en lisant les Instructions officielles11 venues remplacer l'Instruction civile par l'Enseignement moral et civique (EMC), cet enseignement a priori supposé être le plus à même de viser l'endoctrinement et le formatage politiques de la jeunesse, on ne peut qu'admettre que l'Ecole d'aujourd'hui est loin de soumettre les élèves à un quelconque bourrage de crâne déshumanisant, nationaliste, xénophobe, totalitaire et favorable au libéralisme économique. De fait, parmi les valeurs communes que l'EMC veut transmettre aux jeunes scolarisés, par une pédagogie active et non sous forme d'un catéchisme dogmatique, que trouve-t-on ? La dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité, la laïcité, l'esprit de justice, le respect de la personne, l'égalité entre les femmes et les hommes, la tolérance et l'absence de toute forme de discrimination, le sens moral, l'esprit critique, l'aptitude à un comportement réfléchi et à l'exercice de la citoyenneté, la responsabilité individuelle et collective 12, à quoi s'ajoutera prochainement l'éducation aux médias et à l'écologie13… D'autre part, quand bien même certains d'entre nous jugeraient que

ces instructions officielles organisent tout de même un formatage condamnable au profit de la démocratie représentative et de la 5ème République, chacun devrait reconnaître l'échec et l'innocuité de ce formatage : de plus en plus de français ne votent plus et exècrent la classe politique dirigeante ; d'autres, majoritaires chez les votants, soutiennent par leurs votes des partis qualifiés d'extrémistes et de non républicains par les serviteurs (partis autoproclamés « de gouvernement » ou « républicains », médias et intellectuels conformistes) de l'oligarchie ; beaucoup manifestent de façon pacifique ou non pour s'opposer au système politique et économique ; certains demandent l'instauration du référendum d'initiative citoyenne (RIC)… et quant à nous, l'Ecole ne nous a pas empêchés de devenir anarchistes, voire a contribué grandement 14 à ce que nous le soyons devenus…

F. (Lille)

-1 La dénonciation de la « reproduction sociale » présente une ambigüité. Est-ce à dire que nous regrettons que les enfants des classes populaires et moyennes n'accèdent à la classe dirigeante que de façon minoritaire ? Cela serait incohérent de notre part puisqu'en tant qu'anarchistes nous voulons tant l'égalité entre les individus que la disparition de toute classe dirigeante et de tout poste de hiérarchie, et refusons de faire partie de l'élite sociale. Cf « Refuser de parvenir », CIRA Lausanne, 2016

-2 « Une société sans école », Ivan Illich, 1971.

-3 Une entrave à la curiosité et à la joie d'apprendre naturelles des enfants ; l'enfermement contre-nature de jeunes, en classes d'âge, dans des lieux clos, étroits, contraignants forcément générateurs de violences tous azimuts (des enseignants maltraitant leurs élèves, des jeunes maltraitant leurs enseignants, du harcèlement scolaire concernant désormais 1 élève sur 5, des phobies scolaires, des pertes d'estime de soi pour des jeunes en difficulté ou en échec scolaires, des dizaines de milliers de décrocheurs scolaires) ; l'hégémonie de l'enseignement général sur les savoirs manuels, artistiques, technologiques, professionnels (au sens noble du terme) ou artisanaux, ce qui minore injustement les talents des enfants possédant des aptitudes et des goûts autres que pour les matières dites d'enseignement général ; des apprentissages imposés, en grande partie inutiles et vite oubliés par le plus grand nombre une fois l'évaluation ou l'examen passé, et cela durant un temps de scolarisation de plus en plus long… Cf « La fin de l'éducation ? Commencements... », Jean-Pierre Lepri, 2012

-4 Pour rappel, la scolarisation n'est pas obligatoire. Chaque enfant peut être instruit au sein de sa famille…Cf article L131.5 du Code de l'Education. Chaque dénonciation du système scolaire devrait rappeler cela surtout dans notre milieu anarchiste qui proclame la liberté et la responsabilité individuelles des individus de tous âges…

-5 Il existe depuis 2020 une obligation de formation pour les jeunes de 16 à 18 ans visant à réinscrire les 60 000 à 80 000 décrocheurs scolaires annuels dans un projet de formation (décret du 5/8/2020)

-6 A noter aussi qu'une personne non bachelière de 20 ans (sous conditions) ou ayant plus de 24 ans peut préparer un DAEU dont l'obtention lui donnera accès aux études universitaires.

-7 C'était 4,6 % en 1946, 13 % en 1960, 25,9 % en 1980, 62,8 % en 2000, 79,7 % en 2019 (data.education.gouv.fr)

-8 50,3 % en 2021 (Etat de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°16 - Le niveau d'études de la population et des jeunes)

-9 En tant qu'élèves et en tant que parent d'élèves nous avons forcément eu à souffrir de quelques enseignants maltraitants, incompétents, insipides et/ou élitistes voire discriminants. Mais ceux-là n'étaient et ne sont pas les plus fréquents, et ici comme sur d'autres sujets nous devons nous interdire tout amalgame laissant ce genre de procédés qui les décrédibilisent, aux politiciens professionnels.

-10 Pour rappel, la loi du 28/3/1882 instaurant la laïcité au sein de l'Ecole publique visait à émanciper les jeunes de l'emprise de l'Eglise catholique durant le temps scolaire. La question de nos jours est de savoir si le port d'un signe ou d'un vêtement religieux à l'Ecole, pour celui qui le porte et pour celui qui le voit porté par autrui, permet ou non ce moment scolaire d'émancipation à l'égard de toute religion.

-11 Bulletin officiel spécial du 25/6/2015, que j'invite chacun à lire pour se faire une opinion objective.

-12 Ce qui n'interdit pas de débattre en classe, entre autres, des limites de la démocratie représentative et de celles du vote dans le cadre de ce type fallacieux de démocratie.

-13 Annonce du 21 juin de la 1ère Ministre et du Ministre de l'Education nationale, de la refonte de l'EMC, pour la rentrée 2024.

-14 Pour ma part, c'est par le programme d'histoire de 4ème que l'Ecole m'a fait découvrir, à la fin des années 70, l'existence des pensées, personnalités et mouvements pré-anarchistes (socialistes utopiques) et anarchistes, en révolte, dès le 19ème siècle, contre la société capitaliste, les inégalités et la misère des travailleurs exploités…

Un long périple pour * Souleyman, Jeune Africain.

Action directe, de longue haleine, sans tapage médiatique, la chaine de Solidarité organisée par la Cnt-Ait, SIA -Solidarité Internationale Antifasciste- et leurs sympathisants a été payante pour Souleyman.

Arrivé en France en sept 2019, avec pour seul bagage une photocopie d'un extrait de naissance, mineur isolé non reconnu dans un premier temps, décision infirmée en appel, il devenait jeune majeur quelques jours plus tard. Nous le retrouvons 4 ans après titulaire d'un bac avec son passeport et des promesses de formation professionnelles avec embauche. Il ne lui manquait bien sur que le titre de séjour demande introduite en aout 23 ; il vient de recevoir ces jours ci son récépissé de demande avec autorisation de travail.

Quel chemin parcouru, même si l'obtention de titre de séjour n'est pas encore certaine, il est aujourd'hui en position régulière pour l'administration française, et peut envisager une formation professionnelle dans les meilleurs délais. Longue vie à lui.Plus que jamais malgré le contexte anxiogène,

Solidarité et Fraternité ne sont pas Jamais vaines.

* Nous ne donnons pas le véritable prénom, ni sa nationalité par simple discrétion.

La banque arnaque le défunt Ernest.*

Les frais d'obsèques peuvent être financés par les soldes de compte des défunts, à hauteur de 5000 EUR maximum. Ernest était loin d'un pareil solde sur ses comptes.
La banque a appliqué 5,10 EUR de frais motivés et par écrit, selon la convention de compte.
Elle a donc exécuté un versemment vers les pompes funèbres. Mais il existe une différence entre le montant du solde des comptes du défunt et ce versement. La banque fait une rétention non justifiée à son bénéfice.

Le père de substitution, du défunt (orphelin), avant l'aboutissement de la procédure d'adoption, a signalé le décès. Et a pris en charge le reste de la facture d'obsèques après versement bancaire incomplet. Le service succession de la banque a pris l'initiative de l'inonder de demandes de documents. Qui ont reçues réponses, apparemment non satisfaisantes. A noter que les courriers bancaires papier ne comportent aucun nom de responsables ni aucune signature.

La question des soldes des comptes du défunt et de la différence versée pour frais d'obsèques restent en suspens depuis plus de 2 ans. Non seulement la banque fait la sourde oreille, mais en plus, elle organise délibéremment le pourrissement par la durée et l'usage de la mauvaise foi. Au point où la saisine du médiateur de cette banque s'est vue nécessaire, même sans illusion. lequel médiateur a tout autant traîné des pieds. En organisant une prolongation injustifiée et jusqu'à ce qu'il clôture la médiation au bénéfice de la banque sans tenir compte des arguments fondés du requérent, sans questions, sans instructions, sans communications.

Une telle pratique, même sur de petites sommes, appliquée à l'encontre de 20 millions de clients dont la banque se réclame, peut constituer un joli magot...
On le sait, la loi du profit, l'accumulation du capital privé et même public, sont les fondements de ce système chaotique en vigueur. Même les petits budgets les plus fragiles, et même après la fin de vie, sont victimes des prédateurs économiques, par les méthodes les plus vicieuses. Notamment celle de la loi de l'arbitraire.

C'est bien la raison pour laquelle la résistance est indispensable, quand elle est encore possible. Dans tous les domaines, avec la perspective d'un changement radical de société au bout du compte, pour éradiquer tous ces comportements inhumains en bandes organisées et institutionnalisées. Même s'il y a bien pire.
Aucune résistance n'est inutile, sur le lieu de vie, sur le lieu de travail, à n'importe quel âge, et même avec des forces physiques limitées. Et même si le soutien relationnel n'est pas tant que ça au rendez-vous.

- * pseudo.

() 2024. Domaine public. Avec reproduction intégrale, non commerciale. Intégrité du document protégée. Création et rédaction non IA. http://lessansvoix.lautre.net/interco/

Paris : Succès de la soirée de solidarité avec Schoolidaires et les mineurs isolés

La soirée solidaire Auberg'In Dub organisée le 17 janvier au squatt Auberge 3000 de Malakoff au profit de School solidaire a été une réussite. 765 euros ont pu être récoltés pour les mineurs isolés.

Schoolidaire est une association du Nord de paris, crée il y a bientôt 3 ans, et qui agit en solidarité avec des Mineurs Isolés Étrangers à Paris. Elle propose notamment des cours de français et d'anglais, des séances de sport permettent aux jeunes, l'espace d'un instant de ne penser à rien d'autre qu'au sport et laisser leurs inquiétudes de côté. Ils cherchent aussi à les accompagner dans des formations professionnelles, pour leur donner l'occasion de faire un pas de plus vers leur intégration et leur autonomie.

« L'année 2023 a été celle du développement pour Schoolidaires, avec la création du pôle juridique et le suivi et l'accompagnement de plus de 80 jeunes. De nouvelles rencontres nous ont aussi permis de renforcer notre équipe de professeurs en accueillant de nouveaux bénévoles, qui assurent, semaine après semaine, les cours de français et d'anglais pour 30 de nos jeunes. Malgré un contexte politique désolant, la solidarité existe persiste, permettant à l'aventure Schoolidaires de continuer !

Pour celles et ceux qui voudraient envoyer un don solidaire à l'association, vous pouvez envoyer vos dons par la plateforme électronique : https://www.helloasso.com/associations/schoolidaires . Si vous préférez envoyer un chèque, adressez le à CNT-AIT 7 rue St rémésy (ordre CNT-AIT), mention Schoolidaire au dos et nous leur ferons parvenir.

PENDANT LA PROCÉDURE,
LE JEUNE EST SANS RESSOURCE

NOS BÉNÉVOLES L'AIDENT ET L'ACCOMPAGNENT
DEVANT LE JUGE DES ENFANTS

UNE FOIS PLACÉ, IL PEUT ENFIN ACCÉDER
À UNE FORMATION ET UN EMPLOI

Federica Montseny, une vie militante

« Nous sommes des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie » aimait à rappeler Fernand Pelloutier, un des fondateurs du syndicalisme français. Nous ne pratiquons pas l'idolâtrie fut-ce envers l'un des nôtres, aurait-il pu ajouter. Militante réputée du mouvement libertaire espagnol, Fédérica Montsény (12/02/1905 Madrid-14/01/1994 Toulouse) joua dans « l'histoire officielle » un rôle de premier plan. C'est pourquoi une allée de Toulouse, où elle vécut longtemps, lui a été dédiée. (depuis peu, un parc lui a aussi été dédié à Paris, dans une manoeuvre politicienne de la Maire de Paris qui cherche à capter l'électorat des « filles et fils d'espagnols »).

Mais, pour nous, elle est avant tout une militante. Ni plus ni moins que chacun des centaines de milliers de militants que l'anarchosyndicalisme a compté.
Le chemin militant est parsemé d'embûches. Poussées par les circonstances, en juillet 1936 les structures nationales de la CNT et de la FAI commirent une erreur tragique que Fédérica Montsény, avec trois autres compagnons, acceptèrent d'incarner en prenant chacun un ministère dans le gouvernement de la République espagnole.

Fédérica Montseny eu le courage de reconnaître cette erreur. Elle continua le combat au sein de la CNT et de la FAI jusqu'à son dernier souffle, restant toute sa longue vie cette femme pétrie des idées de liberté, de solidarité et de justice sociale à travers qui vibrait l'idéal libertaire.
30 ans après sa disparition, le 14 janvier 1994, nous voulons nous souvenir d'elle, et a travers elle de toutes et tous les militants anarchosyndicalistes, de leurs idéaux, de leurs combats.

Car des nuages noirs agitent les airs... Que revienne le temps de la Confederation ...

CNT-AIT France

Pour en savoir plus sur federica Montseny, une sélection de documents à lire en ligne ou à écouter en podcast : http://cnt-ait.info/2024/01/14/federica-montseny-une-vie/

A propos d'une réunion publique à Auch ...

Samedi 28 octobre, dans l'après-midi, la CNT-AIT a été invitée à tenir une table de presse par le collectif "Gasconha Action Antifasciste" et conjointement "Arredalh – Cercle de culture et d'éducation populaire", une association culturelle récemment créée, à l'occasion d'un meeting sur le thème « démocratie autoritaire, vers une répression généralisée ». Plusieurs invitées étaient attendues pour ce débat.
Dans les faits, dans une salle agréable au bord du Gers, les tables de presse présentes ont vu se juxtaposer un stand antifa, le NPA, Révolution Permanente, Sud-Solidaires, et la CNT-AIT... Invitée, la CGT du Gers ne s'était pas déplacée.
Une des invitées, avocate et membre de Révolution Permanente, n'a pu venir. Par contre a pu intervenir une membre d'un collectif de mères de lycéens de Mantes-la-Jolie qui a témoigné de la répression contre les jeunes et de sa colère.

Par ailleurs et d'une manière générale, le débat n'a pas traité du sujet annoncé et a plutôt massivement interrogé l'actualité brûlante du conflit israélo-palestinien, notamment du fait de la présence d'un représentant du collectif « Palestine vaincra ». Chacun y est allé de son commentaire, souvent selon une analyse vaguement marxiste, dénonçant le capitalisme et l'impérialisme, dans une perspective nettement gauchiste, ce qui est logique au vu des organisations représentées dans l'assemblée. Deux interventions libertaires, l'une demandant l'auto-organisation des luttes à la base, et l'autre dénonçant l'étatisme comme un éternel fauteur de guerre, n'ont d'ailleurs rencontré qu'un grand silence.

Cependant, des personnes ont pris et lu le tract de l'AIT, qui était également affiché, et cela fait de cette petite table de presse une occasion de rencontres à renouveler dans notre département très rural.
Nous renouvelons nos remerciements aux organisateurs pour avoir pris l'initiative de ce débat et pour nous avoir permis d'y apporter notre point de vue.

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info)
Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.

A la mémoire de Redouane (01/09/1989 - 23/12/2023)

Redouane Rivoire, nous a quitté le 23 décembre dernier, à l'âge de 34 ans, après une lutte contre une maladie foudroyante. Cela a été un choc pour toutes celles et ceux qui avaient eu la chance de le croiser, que ce soit dans la vie réelle ou sur les réseaux sociaux.
C'était un garçon plein d'amour et d'émotion, engagé et partageur. Un humaniste du fond de son cœur, qui combattait l'autoritarisme et l'obscurantisme. Il était doux, sa voix était calme, il pouvait être en colère mais personne ne l'a jamais vu dans la haine. En un mot, Rédouane était une belle personne.

Si Redouane était un militant, qui avait fait ses premières armes auprès de la CNT-AIT, il n'était pas sectaire. Tous les libertaires, qu'ils soient organisés ou non, étaient ses camarades. Néanmoins, il avait une exigence et une rigueur éthique, n'hésitant pas à affirmer des positions pas forcément dans le sens dominant actuel dans le mouvement libertaire. Ainsi, il avait récemment écrit un article pour notre journal Anarchosyndicalisme ! , pour regretter l'abandon du combat antireligieux par les libertaires et par la gauche en général.
Autodidacte dans la meilleure tradition du mouvement ouvrier, il avait une curiosité insatiable qui l'avait amené à se forger une solide culture politique et humaniste. Le monde perd une très belle personne, un militant révolutionnaire avec des valeurs magnifiques, une personne qui souhaitait voir la société s'améliorer, sans le capitalisme, l'état policier, le fascisme, le sexisme, le patronat, ect.

Cher Redouane, que la terre te soit légère. Nous continuerons tes combats, avec la même lucidité et la même exigence éthique que toi, c'est certainement la meilleure façon de faire vivre ta mémoire. Toute la sympathie et celle des compagnons de la CNT-AIT à sa famille et ses amis dans ses moments douloureux.

Extrait d'un échange avec Redouane lors d'un forum militant en ligne

Redouane : «j'ai énormément appris à côté des compagnons de la CNT-AIT d'Amiens, et on fonctionnait de manière très démocratique en petit groupe. C'est justement un des compagnons, M., qui m'a dit, que moi en tant que prolo en plus d'avoir une base politique et du vécu, par rapport au travail et dans ma vie quotidienne, pour moi cela peut devenir un plus car je sais de quoi je parle comparé à certain.e.s qui n'ont que la théorie, et pas vraiment de vécu en ce qui concerne l'exploitation au travail, le racisme, la vie précaire au quotidien etc. Après bien entendu je n'oppose pas les prolos aux universitaires, mais juste que quand ces derniers monopolisent la parole, et infantilisent le mouvement ouvrier d'aujourd'hui le jugeant comme réac, conservateur, arriéré etc. surtout par les partisans du post modernisme, je pense que il est bon de remettre les choses à leur place. Dans les mouvements libertaire, ce serait bien d'avoir plus de personnes justement qui sont issus de la banlieue, ceux et celles qui sont précaires, chômeur-euses, etc. après des étudiants et des intellectuels il en faut évidemment mais tant que ceux- là n'ont pas la main-mise totale sur les luttes. Je pense que certains libertaires, surtout post modernistes soutiennent Mélenchon depuis son coming-out postmoderne, intersectionnaliste compatible devenue fréquentable pour quelques-uns de ce milieu. Là où je suis [Montpellier] je vois que le vote melenchon est majoritaire même chez certains anars soi disant... »

Camille : « D'accord avec toi. J'ajouterai qu'on peut avoir été jeune de banlieue, et avoir fait des études ... Les rares diplômés supérieurs que je connais à l'AIT (car c'est majoritairement un groupe de prolos en fait) sont tous dans ce cas (et en plus un certain nombre sont immigrés et ne sont pas de langue maternelle française...). L'un n'empêche pas l'autre. par ailleurs il y a des prolos qui sont bien plus intellectuels (et intéressants) que des mecs bardés de diplômes ... J'ai plus appris sur le fondement de la science et de la techno en lisant les textes de la CNT-AIT d'Amiens qu'en écoutant des docteurs es- sciences Tu dis "quand ces derniers monopolisent la parole, et infantilisent le mouvement ouvrier d'aujourd'hui le jugeant comme réac, conservateur, arriéré etc. surtout par les partisans du post-modernisme je pense que il est bon de remettre les choses à leurs place" Oui, oui et encore oui ! La façon dont le milieu militant a traité les gilets jaunes est à ce titre révélatrice !

Redouane : « Oui c'est sûr et de toute façon c'est bien prouvé, que seulement 3% des prolos accèdent aux études supérieures en general, et avoir des diplômes n'est pas un gage d'être plus intelligent et plus instruit que les autres étant donné que le système scolaire français est obsolète et qu'il se base avant tout plus sur la méritocratie, la performance, la compétition etc. afin de formater les élèves à être de bons soldats du capitalisme. L'éducation devrait être intégrale, est ouverte à toutes et à tous sans notes ni critères de performance et ne pas ou plus valoriser le général au détriment du particulier. En tant qu' autodidacte je n'ai jamais été fait pour le système scolaire. J'ai beaucoup plus appris dans la vie en dehors du système scolaire d'ailleurs, ce que l'on appelle l'école de la rue. Après j'ai toujours néanmoins voulu m'instruire par moi-même, que ce soit en politique, science, sociologie, histoire etc. et j'aime passer du temps à lire ou regarder des documentaires j'en apprends beaucoup plus. Pour construire ma base politique, j'ai surtout appris auprès des millitant.e.s mais également en lisant marx, bakounine, kropotkine, emma goldman, Bourdieu, etc. et en me renseignant sur l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste ainsi

Brochures CNT-AIT

Contre l'antisémitisme,

Ni oubli ni circonstances atténuantes

Alors que l'antisémitisme répand de nouveau ses vapeurs méphitiques, y compris chez certains qui s'autoproclament « antifascistes »,

Il nous a semblé urgent et nécessaire de rappeler des faits historiques incontestables, qui tracent des lignes rouges infranchissables.

Franz Fanon disait "Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous". Cette mise en garde s'applique aussi aux anarchistes. En effet, le décret du 28 septembre 1941 de la Militarbefehlshaber in Frankreich (MBf, commandement militaire des troupes nazies en France), plus connu sous le nom de « code des otages », qui réglementait la procédure du choix et de l'exécution d'otages dans ses moindres détails, distinguait clairement les catégories des ennemis idéologiques du Reich à cibler prioritairement pour les exécutions : les Juifs, les gaullistes, les communistes et les anarchistes. L'Avis du 14 décembre 1941, annonçant la première exécution mise en application de ce décret, affichait clairement les intentions nazies : « Cent juifs, communistes et anarchistes seront fusillés … » Par ailleurs cet avis annonçait également qu' «un grand nombre d'éléments criminels judéo-bolcheviks seront déportés aux travaux forcés à l'Est ». Le projet nazi d'extermination était en marche …

Dans cette brochure nous avons voulu rassembler quelques portraits d'anarchistes qui furent déportés à Auschwitz par les Nazis. Les motifs de ces déportations étaient multiples : motifs raciaux pour les compagnons Juifs, souvent des migrants pauvres qui fuyaient la misère et les persécutions dans leurs pays d'origine ; motifs politiques pour les compagnons français, espagnols ou italiens – encore des migrants …- souvent des vétérans de la Guerre d'Espagne et donc qui présentaient une menace « terroriste » potentielle de par leur expérience des armes. Mais pour les Nazis, tous représentaient une menace et ils furent pourchassés, traqués, raflés, déportés et parfois assassinés avec la même rage mortifère.

Nous avons aussi rassemblé des témoignages d'anarchistes qui aidèrent à sauver des Juifs, qu'ils considéraient comme leurs compagnons puisque les Nazis leurs réservaient le même sort. Comme l'expliquait Federica Montseny, une des militantes anarchiste de premier plan de la Révolution Espagnole de 1936 :

« Des milliers d'Espagnols et de juifs se sont retrouvés, pour mourir ensemble, dans les camps d'extermination, en France, en Allemagne, en Pologne. Mauthausen, Gussen, Buchenwald. Dachau, Auschwitz, sont autant de stations d'un calvaire gravit ensemble. Des liens indestructibles se sont tissés entre vous et nous... Tous les juifs qui moururent à notre côté n'étaient pas des libertaires; tous les espagnols morts ne l'étaient pas non plus. Mais tous étaient victimes d'une même réaction, d'une même haine, d'une même entreprise de destruction des forces vives et progressistes de l'humanité. Et cela, il ne faut pas l'oublier. »

Certains nous disent que l'antisémitisme actuel n'a plus rien à voir avec l'antisémitisme des années 30. Nous ne partageons pas ce point de vue. L'antisémitisme a toujours le même visage, celui de la haine de l'autre, et toujours la même finalité : faire diversion en créant un bouc émissaire pour souder une communauté idéologique. L'antisémitisme est toujours le marqueur des systèmes totalitaires, que ce soit avant-hier le féodalisme catholique médiéval, hier le nazisme ou le stalinisme, aujourd'hui l'islamisme.

Ni oubli, ni circonstance atténuante ou contexte : l'antisémitisme est consubstantiel du nazisme. Tous ceux qui professent l'antisémitisme – quels que soient leurs motifs - sont aujourd'hui comme hier des ennemis des anarchistes, qui les combattent sans merci.

Des militantes et militants de la CNT-AIT

---

brochures récentes de la CNT-AIT

la CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés : philosophie, stratégie, syndicalisme, histoire du mouvement ouvrier, libre-pensée, luttes internationales, … Nous avons plus de 40 titres en catalogue. N"hésitez pas à nous écrire pour le recevoir"

- Les traditions oppriment les femmes
- Détruisez le mouvement de makhno

Toutes les brochures, sont à 2 Euros, écrire à CNT AIT, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de l'Aeronautique et d'Ailleurs
Organise régulierement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aeronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessités. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi a notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.
Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141
L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéreseau : http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme

Scandale à Montauban

Non seulement le fait de reléguer des jeunes mineurs isolés, en attente de décision les concernants pour la non- reconnaissance de leur minorité par la justice, est insupportable, tout comme le sont l'isolement et l'absence d'accompagnement pour ces jeunes tant sur le plan :

•éducatif, culturel : découverte de l'alimentation pour exemple,
•linguistique : la plupart parle peu le français ou le comprend difficilement.

Ils restent sans aide juridique pour recouvrer des papiers souvent restés au pays, attestant de leur identité, leur nationalité et leur âge. Certains d'entre eux survivent dans ce contexte depuis plus de 6 mois, restant en chambre la plupart du temps.

Que se passe t il à l' ASE 82 ?

Assurer l'hébergement à l'hôtel Villenouvelle à 67 euros la nuit avec petit déjeuner semble suffire à celle ci. Mais on ne laisse pas un groupe de jeunes étrangers, même si un turn over est important, sans s'assurer que le quotidien soit envisagé. Sans leur donner le minimum d'apprentissage de la langue pour que la communication d'usage soit vite assimilée. Sans leur favoriser l''accès aux loisirs comme tout jeune montalbanais.
Mais là où le scandale est qualifié c'est l'accès à une nourriture quotidienne, saine et équilibrée. Depuis des années, les jeunes recevaient des tickets repas et allaient chercher le même type de nourriture, midi et soir dans un fast-food en centre-ville. Sous la pression du Collectif Tarn et Garonnais, se préoccupant des migrants, réfugiés et mineurs isolés, un nouveau prestataire a été désigné et délivre actuellement les repas.
Mais depuis quinze jours, les langues se délient ; les jeunes en ont été réduits à faire appel à la population pour se nourrir. Les poubelles de l'hôtel depuis quelques semaines montraient des repas, non pris par les jeunes. Décalage dans les habitudes alimentaires ? Pourquoi pas.

Mais le 26 janvier, on nous relate des repas livrés avariés, immangeables : on croit rêver !

Nous avons été prévenus par des jeunes qui nous ont contacté, on les a rencontrés ce qui nous a conduit à l'envoi d'un mail à l'attention de l'ASE le 30 janvier, resté sans réponse à

ce jour. On a su que l'ASE s'était déplacée et prenait en compte la situation. Le prestataire des repas aurait été contacté. Mais il garde la confiance de l'ASE en attendant.

Attendre quoi ? On ne sait pas. Un départ aux urgences pour intoxication alimentaire ?

Dimanche dernier le 4 février dans l'après midi un jeune nous recontacte : Il avait simplement faim. On ne lui avait proposé comme repas que de la graine de coucous sèche.
Les salariés de l'hôtel font de leur mieux pour compenser cette situation. Ils nous confirment que les jeunes ont peur de réclamer ce que le droit international leur garantit. Gite, couvert, soins et éducation tant que la justice n'infirme pas leur minorité. Ils ont peur des services et et se méfient des personnels de L'ASE.
L'Aide Sociale à l'enfance est le service censé les protéger. Leur dossier est géré par celle-ci, qui les évalue, et qui donc détient un pouvoir sur chaque conclusion :
Minorité confirmée ou minorité contestée

Alors jusqu'à maintenant ils se taisaient.

Dans le cas présent, on est en droit de s'interroger sur les objectifs d'un tel accueil, si ce n'est la stricte mise en application des circulaires Valls et de la loi Darmanin avec la collaboration étroite d'un service de gardiennage et de tri plus que de protection,, sur laquelle s'appuie la justice pour infirmer la minorité de ces jeunes.
D'après nos informations un nombre important de jeunes n'attend même pas le verdict de ce système inique, et ils disparaissent des radars, allant grossir les statistiques de mineurs et jeunes majeurs en situation irrégulière ou sans papier.

Nous avons proposé, sans attendre de réponse institutionnelle, la constitution immédiate d' un groupe de suivi , et nous accueillons toute proposition d'action pour faire en sorte que ces jeunes retrouvent Considération et Dignité .

L'heure la plus sombre avant l'aube ? Le point de vue d'Assembleia (Kharkov) sur une nouvelle année de guerre de tranchées en 2024

Traduction :

Ce texte est une version abrégée des publications de novembre et décembre 2023 du site en ligne de Kharkov « Assembleia ». Vous pouvez y trouver de nombreuses références, vidéos, etc. http://assembly.org.ua Ces articles sont traduits sur le site de l' Initiative Olga Taratuta https://nowar.solidarite.online/blog/. Pour recevoir le bulletin de l'initiative, nous contacter : contact@solidarite.online

Impasse. Ce mot a commencé à apparaître dans presque tous les documents analytiques de la presse occidentale sur la guerre russo-ukrainienne. Depuis le retrait de l'armée russe de Kherson en novembre de l'année dernière, la ligne de front est gelée presque sans mouvement, malgré les tentatives sanglantes de chaque camp pour atteindre un point de rupture en sa faveur et gagner de l'espace opérationnel. Après le nouveau Verdun – le hachoir à viande qui s'est déroulé pendant l'hiver et le printemps 2023 autour de Bakhmout – vint une nouvelle « bataille de la Somme »[1] pour une douzaine de villages dans les steppes de la côte d'Azov, qui à partir d'octobre se transforma graduellement en un autre Verdun/Bakhmout autour d'Avdeevka. Si ce dernier tombe, le même mécanisme se reproduira sur de nouvelles lignes de front un peu plus loin. Pendant ce temps, le chaos de boue et de cadavres à Krynki[2] ressemble peut-être déjà à une nouvelle Passchendale[3].

Si la référence à la Première Guerre mondiale - pour comparer l'équilibre actuel des positions - n'est pas uniquement utilisée par les commentateurs paresseux, par contre rares sont ceux qui rappellent comment il fut mis fin à cette guerre. La guerre fut contrecarrée par les travailleurs des pays en guerre : « La guerre n'a pas pris fin en 1918 à cause de la défaite militaire d'un côté ou d'un autre. Les généraux auraient volontiers passé quelques années supplémentaires à tuer des millions de personnes pour atteindre leurs objectifs. La guerre a pris fin parce que différentes armées et populations d'Europe s'y sont opposées. La plupart des gens savent que la Russie est sortie de la guerre en 1917 grâce à la Révolution russe. L'un des facteurs clés de la révolution a été la révolte des ouvriers et des paysans russes contre la guerre et contre leur propre classe dirigeante. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il y a eu d'importantes mutineries dans l'armée française, ainsi que des mutineries plus petites mais tout aussi importantes dans l'armée britannique, en 1917. Le soulèvement clé qui a mis fin à la guerre a été la mutinerie de la marine allemande à Kiel en 1918. Le haut commandement, dans une tentative désespérée de renverser le cours de la guerre, ordonna de prendre la mer avec la flotte pratiquement intacte. Mais les organisations navales clandestines, parmi lesquelles se trouvaient des marins anarchistes, s'y étaient déjà préparé. En réponse, ils formèrent des Conseils (Soviets) et s'emparèrent de leurs navires, des ports et des casernes environnants. Cela a provoqué une vague de mutineries militaires et de grèves ouvrières, obligeant la classe dirigeante paniquée non seulement d'Allemagne, mais aussi d'Europe dans son ensemble, à s'asseoir à la table des négociations et à élaborer un traité de paix.» Au moment où Trump ou un autre candidat isolationniste arrivera probablement à la présidence des États-Unis, la guerre russo-ukrainienne fera rage depuis trois ans. C'est à peu près le même temps qu'il a fallu pour que la situation révolutionnaire mûrisse. [En 1917], ni les « barrières d'arrières gardes » [4] , ni les tribunaux militaires, ni les hordes de

fanatiques qui crient dans les rues « nous nous battrons jusqu'au dernier » n'ont sauvés [les partisans de la guerre].

La menace même que ceux qui fêteront le prochain Nouvel An 2024 dans les tranchées sortent de leurs abris, se retrouvent en territoire neutre, pour boire ensemble puis rentrent chez eux avec des armes, peut devenir une puissante incitation pour le Kremlin et Bankova [Surnom du palais présidentiel ukrainien, situé rue Bankova à Kiev] à entamer des négociations afin de empêcher quelque chose de beaucoup plus dangereux pour les deux parties en guerre. Mais même si le scénario du début du siècle dernier se répète – au lieu, par exemple, de celui de la guerre Iran-Irak, qui sont restés coincés dans le même massacre pendant 8 ans et ont ensuite tous deux déclaré leur victoire, ce qui n'a fait que renforcer les deux régimes – cela signifie que l'année prochaine apportera encore bien d'autres rivières de sang. Selon BBC News Ukraine, avec le nouveau projet de loi sur la mobilisation, les Ukrainiens pourraient être tenus de se présenter aux centres de recrutement dans les 48 heures après avoir reçu une convocation par courrier électronique ou par courrier recommandé. Les « postiers de la mort » seront dotés de davantage d'outils pour vérifier les documents de registre militaire des citoyens dans les rues, les arrêter et les remettre aux bureaux d'enrôlement ou les inscrire sur la liste des personnes recherchées. En cas de non-respect des convocations, les délais d'arrestation et les amendes seront augmentés, les contrevenants pourront être poursuivis par contumace et les catégories des personnes ayant droit à un sursis seront restreintes. Il est également proposé d'enrôler dans l'armée les personnes incarcérées. Les prisonniers voudront-ils aller au front, sachant que même les personnes respectueuses de la loi, pour ne pas dire plus, ne sont pas très bien entraînées et équipées – une grande question qui pourrait menacer d'émeutes dans les prisons. La situation va devenir particulièrement difficile pour les « évadistes » qui préfèrent échapper aux combats en allant en prison. Lorsque « Assembleia » a commencé à tirer la sonnette d'alarme sur le fait que les tribunaux de Kharkov avaient cessé de prononcer des peines avec sursis en cas de non-présentation à son unité militaire, de nombreux lecteurs locaux avaient balayé cette information d'un revers de main en disant qu'il valait « mieux être en prison que dans la tombe ». Eh bien, voyons combien de temps avant que la première option cesse d'être une alternative à la seconde.

Il n'existe aucune information publique jusqu'à quel niveau le plan de mobilisation pour Kharkov est actuellement mis en œuvre, mais les autorités de l'État publié à l'automne des informations sur les régions voisines. À Poltava, la mise en œuvre n'est que de 13 %, à Soumy – 8 %. Il y a une semaine, le chef du renseignement de défense ukrainien, Kyrylo Budanov, a reconnu l'efficacité minime des Ukrainiens mobilisés de force : « Tous les volontaires qui voulaient se battre sont venus au cours des 6 premiers mois. Qui est en train d'être enrôlé maintenant ? Malheureusement, il n'y a pas de bonne réponse. Si vous ne trouvez pas de motivation pour ces personnes, peu importe le nombre de personnes conduites par la force ou selon les normes juridiques, leur efficacité sera presque nulle. C'est, globalement, ce qui s'est produit ces derniers temps ». Alexeï Arestovitch, ancien conseiller du Cabinet de Zelensky et l'un de ses principaux propagandistes, a déclaré fin novembre : « Laissez-moi citer quelques chiffres : 100 personnes ont quitté les unités militaires sans autorisation par jour en Ukraine. 100 personnes par jour, c'est une brigade par mois. Une brigade s'échappe du front chaque mois. 4,5 millions de réfractaires ne veulent pas s'inscrire au service militaire. Dans les unités, il y a 30 à 40 et même jusqu'à 70 % de refus. Ils disent simplement : "Je ne me battrai pas, fais de moi ce que tu veux. « Quelles sont les frontières de l'année 1991[5] ?» Connaissant le besoin de battage médiatique en toute occasion de cet ex-conseiller, ses estimations peuvent être exagérées, mais nos sources ont parlé de nombreux refus dans les forces armées ukrainiennes lors de la contre-offensive estivale. Il ne s'agit pas de désertions à proprement parler, mais de refus de se battre, c'est pourquoi ces militaires devraient être transférés vers des unités non combattantes.

Côté Russe, un habitant de Belgorod de 44 ans a cassé la gueule à un major de la police, qui a tenté de le convoquer au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. De son côté, le militant libéral de Saint Pétersbourg Grigory Sverdlin, fondateur du projet « Go Forest Go » visant à aider les Russes à éviter de participer à la guerre, a partagé les statistiques suivantes sur sa page Facebook :

« Il y a de plus en plus de déserteurs. En octobre, presque un appel sur cinq (!) à Go Forest Go consistait en une demande d'aide pour quitter l'unité : en Avril 2023 : 121 sur 4288 appels, soit 2,8% des cas, en augmentation jusqu'à Octobre : 218 sur 1197, soit 18,2%

Environ 30 % des déserteurs russes restent en Russie. Parce qu'il n'y a rien pour vivre à l'étranger, que c'est effrayant de traverser la frontière et pour ne pas laisser ses proches derrière soi. Ils se cachent, bougent d'un endroit à un autre, mais restent. Nous les aidons également autant que nous le pouvons. »

Cette augmentation, selon lui, est due à la fatigue des mobilisés, qui n'espèrent plus la rotation, et à la fatigue générale de la guerre. D'autres journalistes de cette organisation ont appris que plusieurs déserteurs sans lien de parenté racontaient que près de 80 % de leurs escouades s'étaient enfuies et que seulement 15 % environ d'entre eux avaient été capturés.

Selon le décompte de «Mediazona», publié à l'occasion de l'anniversaire du début de la mobilisation russe [le 21 septembre 2022], au cours de l'année écoulée en Fédération de Russie il y a eu presque quatre fois plus de condamnations pour abandon non autorisée d'une unité et désertion qu'il n'y en avait chaque année dans de tels cas avant la guerre : depuis juillet 2023, les tribunaux prononcent plus de 500 condamnations pour ces motifs chaque mois. Cela représente 2 à 3 % du groupe de l'armée russe en Ukraine, ce qui semble pour l'instant un petit chiffre, mais cela représente tout de même un pourcentage significatif si vous le rapportez aux pertes des troupes soviétiques tuées en Afghanistan par rapport au nombre total de ceux qui ont servi là-bas. Sans compter que nombre des « disparus » d'Afghanistan sont en fait des déserteurs qui ont réussi à s'échapper et qui ne sont jamais revenus ... Il convient

également de tenir compte du fait que la motivation des Russes pour déserter est affaiblit par les frontières européennes qui restent fermées aux Russes, le système de contrôle social dans les villes russes, sans précédent dans l'histoire des guerres, et le terrain essentiellement ouvert du sud-est de l'Ukraine, où il est difficile de se cacher à la police militaire.
L'effondrement moral de l'armée russe est également entravé par la propagande ukrainienne, qui présente comme ennemis tous les citoyens russes qui ne se prononcent pas ouvertement pour l'Ukraine, même s'ils refusent de se battre (la propagande ukrainienne dit que ce sont les mêmes « orques », mais seulement lâches). Cela se produit pour la même raison que pour la défense de l'Ukraine, le Pouvoir met l'accent sur accentuer la pression sur les gens plutôt que de laisser se développer des initiatives volontaires : les liens horizontaux à la base sont dangereux pour quiconque détient le pouvoir. Mais ce même esclavage de caserne peut contribuer à la fraternisation des ouvriers d'hier en tenue de camouflage, leur faisant vite comprendre que les gens forcés n'ont rien à partager, et que l'ennemi, c'est celui qui les pousse au massacre.

Récemment, une déclaration de soldats russes des régions de Moscou et d'Oulianovsk concernant des extorsions d'argent et des passages à tabac de la part du commandement a été publiée. Les Militaires de l'unité militaire 41680 ont déclaré que deux semaines après la signature de leur contrat d'engagement, ils avaient été envoyés à l'assaut en direction d'Avdeevka sans entraînement ni préparation. Selon leurs propos, la plupart des combattants sont « battus et gardés dans des sous-sols » avant d'être envoyés en mission. Leur collègue Artyom Yakupov a reçu un diagnostic de commotion cérébrale après un autre passage à tabac. Sur ces images fournies par l'armée, on peut voir l'homme avec des contusions sur le visage. La petite amie d'Artyom a également confirmé aux journalistes qu'il avait été battu par ses commandants. Le 12 octobre, il a reçu un obus et le 20, il a été envoyé à l'assaut, après quoi il n'est pas revenu. Ils affirment également que des « extorsions » monétaires allant jusqu'à 50 000 roubles par mois sont collectées par les sergents-majors des 1re, 2e et 3e compagnies. L'argent serait destiné à « des matériaux de construction, des pièces de véhicules, des uniformes, des services funéraires et une aide psychologique aux proches des morts ». En fait, selon l'armée, les fonds collectés sont consacrés aux besoins personnels du commandement. « Nous entendons à plusieurs reprises les prix pour éviter les tempêtes. Certains paient 100 000 roubles», ont indiqué les militaires.

Un lieutenant-colonel de Sibérie orientale est mort mystérieusement près de la ligne de front. Sergei Savenok est né dans la région de Donetsk, a étudié à Simferopol. Depuis la fin des années 80, il a vécu dans la région d'Irkoutsk et a servi comme instructeur politique dans une unité militaire. Puis il a pris sa retraite en 2009 et a volontairement décidé de se battre l'année dernière. Le 13 novembre, le média local d'opposition « Peuple du Baïkal » cite les propos de son épouse Elena : « Il s'est rendu à l'opération militaire spéciale en septembre de l'année dernière avec les mobilisés. Il avait 62 ans, il était très inquiet pour les garçons, comment ils seraient traités là-bas. Il a été au service toute sa vie, il a une expérience du combat et il voulait apprendre aux garçons à se battre. Quand on m'a dit qu'il s'était suicidé à Svatovo, je n'y ai pas cru. Ce n'est pas ce genre de personne. Je crois qu'il a été tué. » Selon elle, en mai de cette année, l'officier est venu en vacances et s'est plaint à sa femme que c'était dur pour lui au front et qu'il ne voulait pas y retourner. En juillet, elle a été informée que Sergei s'était tiré une balle avec un fusil automatique. Il a été enterré en août.

Après avoir été informée du décès, Elena a immédiatement écrit au service en ligne de Poutine, d'où son appel a été transmis à la commission d'enquête. L'avocat Yakov Iontsev, qui travaille sur l'affaire, estime que Sergueï a été tué par ses collègues : « Le militaire est mort dans des circonstances vagues. Nous pensons qu'il a été tué par un autre militaire, c'est-à-dire un représentant des autorités. On imagine aisément une violation des droits d'un militaire, moins facilement même son assassinat. Mais il est difficile d'imaginer que quelqu'un tue un lieutenant-colonel, et l'enquête fait comme si de rien n'était.» Il n'y a toujours pas de réponse de la part des enquêteurs.
Le New York Times, citant des responsables américains, a averti le 11 décembre que « sans changement de stratégie, 2024 pourrait s'apparenter à 1916, l'année la plus meurtrière de la Première Guerre mondiale, où des milliers de jeunes hommes ont perdu la vie et où les lignes de bataille ont très peu changé ». ". Ainsi, la fenêtre d'Overton s'ouvre de plus en plus et peut éventuellement s'ouvrir si largement qu'elle cassera ses charnières et explosera la tête de quelqu'un.

La politique de guerre jusqu'au dernier des Ukrainiens / Russes repose en grande partie sur des femmes patriotes qui n'ont pas peur d'aller elles-mêmes dans les tranchées pour y regarder les combats depuis la tribune comme au temps des gladiateurs (mais le Colisée avait au moins une entrée payante, alors que dans ce cas, aller supporter « notre équipe » est disponible gratuitement). Si elles étaient obligés d'essayer de surmonter ce problème de leurs propres mains [et avec leur propre sang], elles diraient immédiatement « parvenons à un accord », « je ne dois rien à cet État » et « pourquoi ai-je besoin de cette Ukraine/Russie ». Les deux régimes dictatoriaux retarderont donc la mobilisation des femmes jusqu'à la dernière minute. Mais même sans cela, une masse critique de celles et ceux qui ne veulent pas défendre les villas et les yachts des uns et des autres augmente progressivement...

Que devrions-nous souhaiter à notre public de libres penseurs, de refuzniks et de cosmopolites pour l'année à venir ? Au minimum, restez en contact avec Assembleia. Nous souhaitons à ceux qui envisagent de quitter les pays en guerre de le faire avec succès et de s'installer dans un nouvel endroit. Pour ceux qui ne veulent pas partir, nous souhaitons qu'ils aient le moins de contacts possible avec la bande étatique et qu'ils deviennent aussi autosuffisants que possible, au point même de créer des colonies autonomes dans la nature rurale. Et bien sûr, aidez les personnes et les animaux dans le besoin, restez en bonne santé, développez-vous, étudiez le communisme anarchiste. Cela peut s'avérer utile plus tôt qu'il n'y

Soudan: les combats atteignent Wad Madani, ville refuge pour des milliers de déplacés. Appel des anarchistes du Soudan à la solidarité urgente.

Les affrontements au Soudan qui opposent depuis maintenant huit mois l'armée soudanaise du général al-Burhan aux FSR du général Mohamed Hamdan des Forces de Soutien Rapide (Rapid Support Forces) redoublent d'intensité, dans l'indifférence générale de l'opinion publique internationale. Pourtant une véritable barbarie est à l'œuvre aussi dans la corne de l'Afrique.

La guerre pour le pouvoir entre les deux factions , déclenchée en avril 2023, est responsable de la plus grande crise de déplacement interne au monde, selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Six mois après le début du conflit au Soudan, le pays compte désormais plus de 7,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays selon l'OIM.
Désormais les combats atteignent Wad Madani, seconde plus grand ville du Soudan et ville refuge pour des dizaines de milliers de déplacés.

Les combats ont atteint depuis vendredi 15 décembre 2023 la ville de Wad Madani. Le chef-lieu de l'État d'al-Jazira accueille depuis des mois des dizaines de milliers de déplacés. Ils sont 270 000 à avoir besoin d'assistance, selon les Nations unies. Wad Madani n'est située qu'à 180 km de Khartoum la capitale et est un lieu stratégique que les FSR cherchent à dominer.
Les forces de soutien rapide ont déjà en leur possession quatre grandes villes et 25 villages dans l'est de l'État d'al-Jazira. Dominer Wad Madani, une ville qui, en plus de son poids économique et démographique, a acquis une importance stratégique leur permet d'élargir leur influence militaire et politique.

Wad Madani est en effet située entre Khartoum, Darfour et Kordofan. Elle est vitale pour le ravitaillement en munition et en essence pour les FSR. L'avoir en leur possession leur permet ainsi d'améliorer leur situation et de peser plus fort dans d'éventuelles négociations à venir.
La ville abrite par ailleurs l'une des bases militaires la plus importante du pays : le commandement des forces terrestres de l'armée. Lundi 18 décembre, les deux belligérants affirmaient à tour de rôle avoir eu le contrôle sur cette base mais l'information était impossible à vérifier de source indépendante.
Selon plusieurs sources, c'est Abou Akla Kikel, ancien officier de l'armée à la tête des forces du bouclier d'al-Jazira qui dirige cette opération. Il a récemment rejoint les FSR avec toute cette force. Ses membres sont en majorité issue de l'État d'al-Jazira.
Dans une déclaration sur les réseaux sociaux, les paramilitaires ont affirmé avoir pris le contrôle, entre autres, de « la première division d'infanterie de l'armée à Wad Madani ». L'armée a pour sa part assuré que « la situation sécuritaire dans l'État d'al-Jazira s'est stabilisée », appelant les habitants à « ne pas quitter leurs maisons ».

Les habitants et les réfugiés sont pris entre deux feux et la situation a rendu très compliqué toute sortie de Wad Madani, ce qui inquiète les Nations unies et les instances d'aide humanitaire.
les compagnons anarchistes Soudanais qui avaient quitté Karthoum pour se mettre à l'abri à Wad Madani sont de nouveau pris sous le tirs des deux factions assoiffées de sang et de pouvoir. Nous pleurons le viol et l'assassinat barbare de notre compagne Sarah par les Forces Rapides de Sécurité.
La situation s'est aggravée après l'entrée des Forces de soutien rapide dans l'État d'Al-Jazira. Aujourd'hui, des milliers de familles, d'enfants et de femmes déplacés souffrent du manque de médicaments, de logements et de nourriture.
Si certains camarades veulent des armes pour se défendre, nos compagnons anarchistes insistent sur le fait de rester neutre et de rester autant que possible à l'écart de la guerre entre les parties, qui sont toutes les deux egalement néfastes pour la population.

Les compagnons participent maintenant à la préparation de camps de tentes pour les réfugiés, ainsi que des unités de santé pour enfants.
Plus que jamais nos compagnons font appel à la solidarité. Cela commence par informer vos amis, vos collègues, votre famille, que ce soit en discutant, en rediffusant sur les reseau sociaux l'information sur la situation en cours au Soudan ou en diffusant des tracts (cf. A la fin de l'article) sur les marchés ou dans vos cages d escaliers. Le monde doit savoir ce qui est en train de se passer au Soudan. Une bonne source d'information est le media indépendant franco-soudanais Sudfa media (https://www.facebook.com/sudfamedia)

Vous pouvez aussi contribuer à la solidarité financière soit via la plateforme électronique PayPal https://www.paypal.com/paypalme/cntait1 (veillez à bien valider « Envoi d'argent à un proche » pour payer moins de frais bancaires) ou par chèques libellés à l'ordre de CNT-AIT (mention solidarité Soudan au dos) à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE .

N'abandonnons pas les anarchistes du Soudan ! La solidarité et l'entraide nous rendent plus fort !

Israël : Deuxième peine de prison pour l'objecteur de conscience Tal Mitnick. Appel à la solidarité

Mardi 23 janvier 2024, Tal Mitnick, objecteur de conscience israélien de 18 ans, a été condamné pour la deuxième fois à une peine de 30 jours de prison. L'armée israélienne avait déjà imposé une première période de détention de 30 jours en décembre.

Le 26 décembre, Tal Mitnick a déclaré publiquement son objection de conscience au centre de recrutement de Tal Hashomer. Il a ensuite été arrêté et condamné à 30 jours de prison militaire. Il est le premier objecteur de conscience israélien à être emprisonné pour son refus depuis le début de la guerre israélo-palestinienne.

Dans sa déclaration, Tal Mitnick a déclaré :

« Il n'y a pas de solution militaire à un problème politique. C'est pourquoi je refuse de rejoindre une armée qui croit que le vrai problème peut être ignoré. Le 7 octobre, la société israélienne a vécu un traumatisme sans précédent dans l'histoire du pays. Lors d'une horrible invasion, l'organisation terroriste Hamas a assassiné des centaines de civils innocents et en a kidnappé des centaines d'autres, des familles ont été assassinées dans leurs maisons, des jeunes ont été massacrés lors d'une rave et 240 personnes ont été kidnappées dans la bande de Gaza. Après l'attaque terroriste, une campagne de vengeance a commencé non seulement contre le Hamas, mais contre l'ensemble du peuple palestinien. Bombardements aveugles de quartiers et de camps de réfugiés dans la bande de Gaza, soutien militaire et politique total à la violence des colons en Cisjordanie et persécution politique d'une ampleur sans précédent en Israël. Je refuse de croire que davantage de violence apportera la sécurité. Je refuse de participer à une vendetta. Je ne veux pas participer à la perpétuation de l'oppression et au cycle de l'effusion de sang, mais plutôt travailler directement à une solution, et c'est pourquoi je refuse de rejoindre

l'armée. J'aime ce pays et ses gens parce que c'est ma maison. Je me sacrifie et je travaille pour que ce pays soit un pays qui respecte les autres, un pays où l'on peut vivre dignement. »

Voici comment vous pouvez soutenir Tal Mitnick :

Envoyez un e-mail de protestation au ministre israélien de la Défense en utilisant ce modèle de lettre de l'IRG (Internationale des Résistants à la Guerre) : https://wri-irg.org/en/programmes/rrtk/co-support-email/2024/release-conscientious-objector-tal-mitnick

Écrivez aux ambassades israéliennes à l'étranger. Vous pouvez trouver une liste des ambassades ici : https://wri-irg.org/en/civicrm/mailing/url?u=357&qid=23322

Utilisez ce modèle de lettre de l'IRG pour écrire un e-mail à l'officier de liaison militaire (Kapatz@digital.idf.il) et au procureur général à (pazar@idf.il).

Tal Mitnick est soutenu par Mesarvot, un réseau politique d'objecteurs de conscience israéliens. Vous pouvez envoyer vos expressions de solidarité à Tal en écrivant à info.mesarvot@gmail.com.

deux ans de guerre en Ukraine, la solidarité avec les déserteurs russes et ukrainiens continue